

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 23/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STTP (Sté de Transports et TP)

29 rue de La Clède
30110 LA GRAND COMBE

Références :
Code AIOT : 0018100231

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2022 dans l'établissement STTP (Sté de Transports et TP) implanté au lieu-dit "Bayonnet" sur la commune de LA GRAND COMBE. L'inspection a été annoncée le 07/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STTP (Sté de Transports et TP)
- Bayonnet 30110 LA GRAND COMBE
- Code AIOT : 0018100231
- Régime : Autorisation

L'exploitation sujet de l'inspection est une carrière à ciel ouvert de grès et d'un terril de mine (utilisé en partie pour la remise en état). La durée de l'exploitation porte sur une durée de 30 ans soit jusqu'en 2035.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

| Nom | Source | Date source | Article |
|-------------------|--------------------|-------------|------------|
| Front d'abattage. | Arrêté Ministériel | 22/09/1994 | 11 > 11.6. |

| | | | |
|---|--------------------|------------|-----------------|
| Sécurité du public. | Arrêté Ministériel | 22/09/1994 | 13 |
| Exploitation à ciel ouvert | Arrêté Ministériel | 22/09/1994 | 14 > 14.1. |
| Valeurs limites de bruit | Arrêté Préfectoral | 27/06/2005 | Article 6.3.2 |
| Obligation de garanties financières | Arrêté Préfectoral | 11/03/2013 | Article 1 |
| Moyens d'intervention en cas de sinistre | Arrêté Préfectoral | 27/06/2005 | Article 10.4 |
| Protection des eaux | Arrêté Préfectoral | 27/06/2005 | Article 1.9.1.4 |
| Limitation des impacts paysagers pendant l'exploitation | Arrêté Préfectoral | 27/06/2005 | Article 7.2.1 |

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Alès; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Alès, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Alès, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|--|--|---|-----------------------|
| 2 | Sécurité du public. | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13 | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |
| 7 | Prévention des pollutions accidentelles des eaux | Arrêté Préfectoral du 27/06/2005, Article 10.2.3 | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Front d'abattage. | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6. | / | Non vérifié |
| 3 | Exploitations à ciel ouvert | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14 > 14.1. | / | Sans objet |
| 4 | Valeurs limites de bruit | Arrêté Préfectoral du 27/06/2005, article 6.3.2 | / | Sans objet |
| 5 | Obligation de garanties financières | Arrêté Préfectoral du 11/03/2013, article 1 | / | Sans objet |
| 6 | Moyens d'intervention en cas de sinistre | Arrêté Préfectoral du 27/06/2005, article 10.4 | / | Sans objet |
| 8 | Protection des eaux | Arrêté Préfectoral du 27/06/2005, article 1.9.1.4 | / | Sans objet |
| 9 | Limitation des impacts paysagers pendant l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 27/06/2005, article 7.2.1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La thématique portant sur les fronts n'a pas été vérifiée, l'inspection s'est portée sur les mesures de sécurité périphérique.

Deux points de non-conformité ont été relevés, l'un porte sur la nécessité d'augmenter la hauteur du merlon sud qui interdit l'accès à la carrière depuis le chemin forestier qui traverse l'ICPE. Ce chemin ne peut être supprimé ou fermé, car il permet l'accès à un château d'eau situé à l'Est par les services départementaux de lutte contre les incendies. Un deuxième constat porte sur la nécessité d'un affichage et de prise de connaissance par les agents de la procédure à mettre en place en cas d'une pollution sur un engin, il est vérifié et constaté la présence des kits antipollution.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Front d'abattage.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6. |
| Thème(s) : Autre, Front d'abattage. |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. |
| Constats : non vérifié |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Sécurité du public.

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13 |
| Thème(s) : Autre, Sécurité du public. |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.</p> |
| <p>Information : Le chemin permettant l'accès au château d'eau longe le front Sud. Ce chemin travers de part et d'autre le périmètre ICPE. Ce chemin ne présente pas de dispositif de fermeture. L'exploitant indique que ce chemin est nécessaire pour les services de secours afin d'accéder au château d'eau. Un merlon longe le chemin afin d'interdire l'accès à la carrière. Une signalétique avertissant la présence de la carrière est en place sur le merlon.</p> <p>Constat : Le merlon de faible hauteur ne permet pas d'être qualifié de dispositif difficilement franchissable et d'interdire l'accès à la carrière.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 13 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Exploitation à ciel ouvert

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14 > 14.1. |
| Thème(s) : Autre, Exploitation à ciel ouvert |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>Constats : il est constaté le respect d'une distance minimum de 10m par rapport à la limite ICPE et suivant l'avancée de l'exploitation au jour de l'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Valeurs limites de bruit

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2005, article 6.3.2 |
| Thème(s) : Autre, Valeurs limites de bruit |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. |
| Constats : Les données présentées par l'exploitant indiquent une émergence de 5,1 dBa et une mesure globale du bruit de 32,1 dBa. Ces mesures restent conformes à la réglementation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Obligation de garanties financières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2013, article 1 |
| Thème(s) : Autre, Obligation de garanties financières |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions de l'article R 516-2 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploitation est subordonnée à la constitution et au maintien de garanties financières répondant de la remise en état du site après exploitation. (...)Le montant minimum de référence des garanties financières est ainsi fixé :- Deuxième période : 148 138€ ;- Troisième période : 178 823 €;- Quatrième période : 190 328 €;- Cinquième période : 194 169 €;- Sixième période : 117 397 €. |
| Constats : Le dernier acte de cautionnement solidaire indique un montant de caution de 203 441€ couvrir l'exploitation pour la période du 26/06/2020 au 27/06/2025. Les garanties financières sont conformes à la réglementation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2005, article 10.4 |
| Thème(s) : Autre, Moyens d'intervention en cas de sinistre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. |
| Constats : Il est constaté l'affichage de la procédure incendie sur site. Il est constaté la formation menée par les agents de la carrière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2005, article 10.2.3 |
| Thème(s) : Autre, Fuite accidentelle de liquides sur engin |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une procédure d'intervention devra être établie pour remédier à une fuite accidentelle de liquide sur un engin (avec utilisation de produits absorbants). |
| Constats : Il n'est pas constaté l'affichage sur la base de vie de la carrière de la procédure à appliquer en cas de pollution sur site d'un engin. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2005-33 du 27 juin 2005. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Protection des eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2005, article 1.9.1.4 |
| Thème(s) : Autre, Protection des eaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. |
| Constats : Il est constaté la présence continue du merlon sur la partie Sud et Est de la carrière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Limitation des impacts paysagers pendant l'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2005, article 7.2.1 |
| Thème(s) : Autre, Limitation des impacts paysagers pendant l'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : (...) Un merlon périphérique enherbé sera réalisé le long du chemin d'accès permettant d'accentuer l'isolement visuel des activités d'extraction. |
| Constats : Il est constaté la présence d'un merlon enherbé de forte hauteur le long de la piste d'accès et du chemin externe côté Ouest de la carrière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 24/11/2022

Le sous-préfet d'Alès
à
Monsieur le Directeur
STTP (Sté de Transports et TP)
29 rue de La Clède
30110 LA GRAND COMBE

Lettre de suite préfectorale d'un rapport de visite d'inspection

Affaire suivie par: MARTIN Olivier-Laurent
Téléphone : 04 34 46 64 40
Courriel : olivier-laurent.martin@developpement-durable.gouv.fr
Références : 2022.OM-11-314
Code AIOT : 0018100231
Pièce jointe :

- Rapport de l'inspection du 18/11/2022

Monsieur le Directeur,

L'inspection des installations classées s'est rendue le 18/11/2022 sur le site implanté au lieu-dit « Bayonnet » sur la commune de LA GRAND COMBE afin de procéder à une visite d'inspection.

En application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, vous voudrez bien trouver ci-joint une copie du rapport établi par l'inspection et transmis à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Alès à la suite de cette visite.

Je vous invite à prendre connaissance avec la plus grande attention des constats établis et des suites administratives éventuellement proposées par l'inspection. Vous voudrez bien me faire parvenir les éléments de réponses et les justificatifs attendus, selon les délais précisés dans le rapport.

La partie de ce rapport intitulée « Contexte et constats de l'inspection » sera publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). En tant que de besoin, vous pouvez informer l'inspection des installations classées des données que vous considérez non publiables pour des raisons de confidentialité ou de secret de fabrication.

L'inspection des installations classées examinera la recevabilité de votre demande, masquera uniquement les données retenues comme confidentielles et procédera à la publication.

Je vous invite à formuler vos observations sur cette correspondance et sur le rapport dans le délai de 15 jours. Sans retour de votre part dans ce délai, il sera considéré que vous n'avez pas d'observations.

Par ailleurs, j'appelle votre attention sur les écarts suivants constatés au cours de la visite et nécessitant une réponse sous un délai maximal de 30 jours:

- le merlon mis en place le long du chemin forestier nécessaire à l'accès au château d'eau et faisant office de limitation d'accès à la carrière présente une hauteur insuffisante pour limiter les possibilités d'accès. Il est demandé de le conforter afin qu'il assure pleinement sa fonction, et d'y remettre les panneaux d'affichage déjà en place ;
- la procédure prévue à l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2005 n'a pas été constatée lors de la visite. Il est demandé de la mettre à disposition du personnel et le cas échéant de procéder aux formations et rappels de consigne nécessaires.

En l'absence de réponse sur ces éléments dans le délai précité je vous informe que je prendrai les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement en vous mettant en demeure de vous mettre en conformité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le sous-préfet, et par subdélégation,
Le chef de l'unité inter-départementale
Gard – Lozère



Pierre CASTEL